

lettres. Il a donc fallu m'exécuter. Et sans plus de préambule, je vais vous parler, avec un accent anglais plus ou moins prononcé, de la langue française.

Nous jetterons d'abord un coup d'œil sur l'histoire politique de la langue française au Canada; nous examinerons ensuite le caractère de cette langue, ses qualités, ses défauts; et nous verrons enfin les dangers qui la menacent.

Beaucoup de personnes s'imaginent, si je ne me trompe, que l'usage de la langue française a été garanti aux Canadiens lors de la capitulation de Québec et de celle de Montréal, et par le traité de Paris. C'est une erreur. Dans aucun des trois documents en vertu desquels le Canada est devenu territoire britannique, il n'est question de la langue française. Par le traité de 1763, la France stipula que les Canadiens jouiraient du libre exercice de la religion catholique; et, à Montréal, Vaudreuil demanda que les Canadiens fussent gouvernés par les lois françaises. A cette demande, Amherst donna une réponse digne, par son caractère équivoque, de la plus rusée des antiques sibylles: "Ils deviendront sujets du Roi". Mais même Vaudreuil n'a pas parlé de la langue. Quant aux hommes d'Etat français qui négocièrent le traité de Paris, ils ne semblent pas avoir plus songé à la conservation de la langue française que du droit français.

Si la langue française s'est maintenue au Canada; si elle y est devenue la langue officielle du pays, ce n'est grâce, ni à la France, ni à l'Angleterre, mais aux Canadiens-français. C'est une conquête exclusivement canadienne. C'est une victoire que seuls nos ancêtres ont remportée sur les Anglais, après le départ de l'armée française et du drapeau fleurdelisé. C'est une conquête pacifique de notre clergé, de nos *habitants*, de nos seigneurs et de notre bourgeoisie, du peuple canadien-français tout entier. C'est la France, sans doute, qui nous a donné cette belle langue française; mais, je le répète, ce sont les Canadiens qui l'ont conservée; ce sont eux qui ont forcé le vainqueur à la reconnaître comme langue de gouvernement.